

Conventions fiscales—Loi

au juste pour l'aider, ou si nous ne faisons rien, quelles demandes ont été présentées ou quelles mesures le gouvernement pourrait prendre à l'égard de la très difficile situation financière de nombreux pays du Tiers-Monde.

Nous allons nous intéresser à la question des relations Nord-Sud dans son ensemble, et si le ministre présente ces bills, nous aimerions alors avoir des renseignements plus substantiels que l'énoncé des événements. Comment le gouvernement envisage-t-il la situation économique et financière mondiale? Quels sont les résultats?

Le ministre des Finances a quitté la Chambre. Il se rend à Hambourg, entre autres endroits, assister à une réunion du FMI. Il est allé assister à une réunion de l'OCDE, au «Gai Paris.» Il a pris la parole à la Chambre de Commerce France-Canada. Il fait de nombreux voyages pour siéger aux instances financières internationales. Nous connaissons la discrétion du ministre des Finances, qui n'aime pas dire où il va ni ce qu'il va faire. Il est habitué à manœuvrer en coulisse, dans les coulisses de la Chambre des communes. Il n'a pas encore appris qu'étant ministre des Finances il a l'obligation de dire au pays en quoi consiste sa politique et qu'il lui faut quitter son rôle de fin renard. Il va lui falloir apprendre que le pays n'a pas besoin d'un fin renard comme ministre des Finances. Ce qu'il lui faut, c'est un ministre des Finances qui fasse connaître sa politique vis-à-vis de la récession et de l'inflation, qui sévissent en même temps. Le fin renard va se faire mettre au pied du mur. Il ne pourra pas rester chaché dans son jet toute l'année...

M. Collenette: Gîte.

M. Crosbie: ... même s'il a un jet Lear. Cela ne lui sert à rien, même dans un jet Lear.

M. Collenette: Gîte.

M. Crosbie: Ce n'est pas ma faute si je n'ai pas l'accent d'Oxford ni de Cambridge ou d'un autre établissement de ce genre. Je ne suis qu'un jeune campagnard.

Il faudra bien que ce fin matois boive le vin qu'il a tiré. Il faudra bien se mettre à table et pas seulement brouiller les cartes. Je pense que lorsque nous passerons à l'étude de la prochaine mesure, le bill sur les accords de Bretton Woods, il devrait vraiment se mettre à table et nous dire quelle politique il adoptera au niveau des finances internationales. Que s'est-il passé aux réunions du FMI qui ont eu lieu à Hambourg? Que s'est-il passé aux réunions de l'OCDE à Paris où nous sommes allés, le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) et moi-même, l'an dernier?

M. Knowles: Que s'est-il passé?

M. Crosbie: Eh bien, je ne peux dévoiler les secrets de la dame; vous le savez bien. Mais nous aimerions savoir ce qui s'est passé cette année. Qui se soucie encore de ce qui s'est passé l'an dernier? Nous voulons savoir ce qui s'est passé cette année et la position que le gouvernement adoptera. Trêve de généralités! Le gouvernement prend-il de nouvelles initiatives? Le ministre se dit préoccupé par le dialogue Nord-Sud. Quelles mesures précises entend-il prendre? C'est des renseignements de ce genre que nous voulons. Quelle est notre position vis-à-vis de la Jamaïque? Quelle est notre position vis-à-vis de la

Turquie, un autre pays en difficulté au niveau des finances internationales? Ce sont les renseignements de ce genre qui nous intéressent, et s'il nous les donne, nous serons prêts à collaborer pour adopter le bill à la Chambre, pourvu qu'il fasse l'objet d'un minimum de débat et que nous obtenions quelques renseignements.

Ainsi donc, monsieur l'Orateur, nous appuyons cette mesure. Nous présenterons un ou deux autres orateurs qui ont quelque chose à apporter et nous serons ensuite prêts à passer à l'étude d'une autre mesure. J'espère que le ministre parlera de la convention avec les États-Unis quand il prendra la parole pour clore le débat.

L'hon. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, à l'instar du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui était certainement sincère lorsqu'il en a parlé, nous remercions le ministre d'État (Finances) (M. Bussièrès) pour la déclaration qu'il a faite au moment de présenter ce bill. Si le ministre d'État (Finances) est appelé à présenter beaucoup d'autres textes législatifs sur les finances nous finirons par croire qu'il est le ministre des Finances et que le député de Cape Breton-Highlands Canso (M. MacEachen) est quelqu'un d'autre. Toutefois, nous apprécions sa déclaration et son empressement à vouloir nous donner de plus amples renseignements, si nécessaires, sur les traités lorsque ce bill sera renvoyé au comité.

● (1450)

Pendant un instant j'ai cru que le député de Saint-Jean-Ouest voudrait considérer le projet de loi comme une proposition budgétaire globale intéressant l'ensemble du régime fiscal, mais comme il n'est pas allé très loin, je vais tenter de prendre la relève. Autrement dit, j'ai une ou deux choses de nature générale que j'aimerais aborder et ensuite, je vous exposerai ce que je considère comme une lacune du projet de loi.

Nos experts fiscaux ne sont pas précisément les héros de la nation. Mais si le ministère des Finances pouvait embaucher un plus grand nombre d'experts fiscaux qui comprendraient par exemple la différence entre un crédit d'impôt et un report fiscal, ils pourraient peut-être devenir des héros nationaux. Nous nous affolons souvent des changements, en hausse ou en baisse, qui surviennent dans les taux d'exemptions, mais nous oublions parfois que toute modification à ces exemptions représente un événement heureux pour les contribuables les plus riches et souvent, n'apportent que très peu d'avantages à ceux qui n'ont que des revenus modiques.

En ce qui concerne les contributions aux partis politiques, nous avons établi un principe très simple, à savoir une déduction directe de l'impôt à payer, incluant un plafond, de sorte que personne ne peut financer le parti libéral et se voir rembourser intégralement par le trésor public. Sauf erreur, il y a une semaine jour pour jour, nous avons examiné s'il conviendrait d'appliquer le même principe pour les cotisations aux œuvres de charité. Nous avons soutenu que des crédits d'impôt profiteraient davantage aux gens à faible revenu pour compenser la montée du coût de la vie, du logement, et le reste. Ce sont des concepts qui peuvent s'intégrer à la structure de l'impôt sur le revenu et la rendre plus équitable qu'elle ne l'est actuellement.